

Délibération n° 2021-07-01/18

Objet : RIFSEEP : régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel – Nouvelles modalités d'attribution du complément indemnitaire annuel

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 01 JUILLET 2021**

L'an deux-mille-vingt-et-un, le jeudi premier juillet, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi vingt-cinq juin 2021, s'est réuni à 09h00, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guillierme, dans le respect des règles de sécurité sanitaire et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance s'est déroulée sans public et a été retransmise en direct par voie électronique, conformément à la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 modifiée.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 17

Secrétaire de séance : Christiane PISTRE

Présents : Jean-Pierre RICO

Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Xavier MIRAULT - Christiane PISTRE - Françoise BERTOUY - Colette MORETEAU - Jean-Marc MALEK - Maryline BENEDETTI - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Fabrice IRANZO - Philippe CATTIN-VIDAL - Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST - Bernadette CONTE-ARRANZ.

Absents représentés : Marc PELLET *pouvoir* à Jocelyne TAVERNE, Olivier BOUDET *pouvoir* à Jean-Pierre RICO, Patricia NIVASSE *pouvoir* à Jean-Pierre RICO, Brigitte RODRIGUEZ *pouvoir* à Christiane PISTRE, Michel LITTON *pouvoir* à Mario MARCOU, Francine BOYER *pouvoir* à Christiane PISTRE, Pascale MARCHAL *pouvoir* à Fabrice IRANZO, Benoît DELTOUR *pouvoir* à Mario MARCOU, Romain CASAS-MATEU *pouvoir* à Fabrice IRANZO, Laurie BELTRA *pouvoir* à Jocelyne TAVERNE, Isabelle GIANIEL *pouvoir* à Philippe CATTIN-VIDAL, Laurent TATON *pouvoir* à Cathy PROST.

Le quorum étant atteint, conformément à l'article 6 - IV de la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 modifiée autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, l'assemblée peut délibérer.

Madame Françoise Bertouy, adjointe déléguée aux ressources humaines, à l'entreprise, à l'emploi et à la formation professionnelle, rapporte :

Dans sa séance du 16 septembre 2020, les représentants de la collectivité et du personnel au comité technique et CHSCT ont voté à l'unanimité l'accord pour renégocier le complément indemnitaire annuel à partir de l'exercice 2021.

La mise en place des groupes de travail et le dialogue social instauré ont permis de conclure sur les nouvelles modalités d'attribution du complément indemnitaire annuel suivantes :

1 – Respect du cadre réglementaire

- Proratisation du temps de travail et de la date d'entrée et de départ de la collectivité (loi de 1984) ;
- Prise en compte de la maladie, soit :
 - Congé de maladie ordinaire au-delà de 90 jours, passage à demi-traitement → complément indemnitaire annuel à demi traitement ;
 - Congé de longue maladie (reconnu par le comité médical), suppression du régime indemnitaire → suppression du complément indemnitaire annuel ;
 - Congé de longue durée (reconnu par le comité médical), suppression du régime indemnitaire → suppression du complément indemnitaire annuel ;
 - Congé de maladie grave (contractuels), suppression du régime indemnitaire → suppression du complément indemnitaire annuel ;

2 – Les nouvelles dispositions de la collectivité

- Versement du complément indemnitaire annuel en une seule fois, en novembre ;
- Période de référence : 1^{er} septembre N-1 à 31 août année N, y compris pour l'année en cours (1^{er} septembre 2020 au 31 août 2021) ;
- Montant maximal du complément indemnitaire annuel à hauteur de 1 200,00 € pour un temps complet ;
- Sanction disciplinaire sur la période de référence : motif **absolu** de refus d'attribution du complément indemnitaire annuel quels que soient les résultats professionnels de l'agent ;
- PRORATISATION DU TEMPS DE PRÉSENCE :
 - les jours d'arrêt de travail au titre des accidents de travail ne sont pas déduits ;
 - ARRET MALADIE HORS PÉRIODE COVID : 10 jours neutralisés sur la période de référence – Déduction à partir du 11^{ème} jour d'arrêt de travail ;
 - PERIODE DE LA CRISE SANITAIRE : COVID19 - Les absences liées au COVID ne seront pas prises en compte dans la déduction ;
 - Congé maternité, congé paternité, congés pathologiques (liés à la maternité), autorisations spéciales d'absences non prises en compte dans la déduction ;
- Tout départ de la collectivité avant l'entretien professionnel permet l'attribution du complément indemnitaire annuel à taux plein proratisé sur la période du 1^{er} septembre N-1 à la date de départ.
- Toute arrivée dans la collectivité après le 1^{er} septembre N-1 fait l'objet d'un entretien professionnel afin de définir le montant du complément indemnitaire attribué en fonction de la date d'arrivée et des niveaux de performance des critères définis ci-dessous sur la période.
- 5 critères d'évaluation et 5 niveaux de performance pour l'entretien professionnel :

5 CRITERES	LES INDICATEURS	NIVEAUX DE PERFORMANCE				
		NON ATTEINT	EN COURS	PARTIELLEMENT ATTEINT	PRESQUE ATTEINT	ATTEINT
Valeur professionnelle	Compétences techniques	0%	25%	50%	75%	100%
	Réalisation des objectifs					
	Expertise					
	Management					
	Résultats professionnels obtenus					
Investissement personnel	Présentéisme	0%	25%	50%	75%	100%
	Disponibilité					
	Flexibilité					
	Adaptabilité					
Sens du service public	Comportement dynamique	0%	25%	50%	75%	100%
	Sentiment du devoir					
	Attachement à la collectivité					
	Attachement à la fonction exercée					
Capacité à travailler en équipe	Communiquer	0%	25%	50%	75%	100%
	Proposer					
	Transmettre les connaissances					
	Rendre compte					
	Surcharge ponctuelle de travail (pallier à l'absentéisme)					
Contribution au collectif de travail	Transversalité	0%	25%	50%	75%	100%
	Action collective					
	Qualités relationnelles					

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Approuver les nouvelles modalités de versement du complément indemnitaire annuel dès l'exercice 2021 ;
- Mettre en œuvre les critères d'évaluation et niveaux de performance dans le cadre de l'entretien annuel d'évaluation professionnelle ;
- Signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

Pour : 29

Contre : 0

Abstention : 0

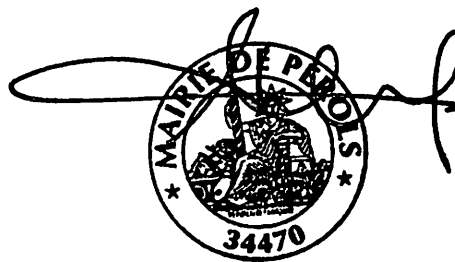
Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Pérols,

pour extrait conforme le 1^{er} juillet 2021

Le Maire

Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, affichage ou notification.